

Les subsides

M. Cook: L'Alberta est plus ou moins dans la même situation, si ce n'est qu'elle gagne une heure de plus que nous sur la côte ouest.

M. Epp: Ni au Yukon.

M. Cook: Je suis tout à fait d'accord avec le député de Provencher (M. Epp). Il y a trois sièges vacants à la Chambre des communes. Ces circonscriptions ne sont pas représentées ici et, semble-t-il, elles ne le seront pas pendant encore très longtemps. Le premier ministre (M. Trudeau) pourrait déclencher des élections partielles demain. Il ne l'a pas encore fait et n'a pas l'intention de le faire avant septembre. Même lorsqu'il le fera, peut-être à l'automne, il pourra fixer la date qui lui convient, d'ici à 1985, pour la tenue de ces élections partielles. Voilà un problème que l'on pourrait redresser très facilement et un domaine dans lequel une réforme du droit électoral s'impose au plus vite.

L'objet de la motion présentée aujourd'hui concerne le projet de loi du gouvernement. C'est une façon d'amorcer la discussion du bill. Je suis d'accord avec les députés du Nouveau parti démocratique, spécialement ceux de la Colombie-Britannique, et je partage leurs préoccupations au sujet du bill. Certaines circonscriptions des Kootenay ont 500 milles de long. Certains forestiers et mineurs doivent faire jusqu'à 2 heures de route pour se rendre aux bureaux de scrutin. Je me sens très proche des députés néo-démocrates à ce sujet. Tout électeur a le droit de voter à une heure raisonnable, ce que le bill refuse aux gens de ma province.

Le document gouvernemental d'information dont je parlais tantôt était une note adressée au cabinet à ce sujet. J'en ai communiqué le texte au député de Provencher, mais je ne croyais pas qu'il exprimerait certaines choses que je tenais à dire.

M. Epp: Redites-les quand même.

M. Cook: Le document d'information dit:

Suivant un récent sondage Gallup, 65 p. 100 des personnes qui ont répondu (74 p. 100 en Colombie-Britannique) seraient favorables à un projet de loi qui retarderait le dépouillement des bulletins de vote dans l'Est jusqu'à la fermeture des bureaux de vote de l'Ouest.

Et voici ce qu'on dit au gouvernement dans le document d'information:

Cette solution peu pratique est à déconseiller, en raison des problèmes qu'elle susciterait puisqu'il faudrait garder les urnes en lieu sûr et à cause aussi de la longueur excessive de la journée de travail qu'elle imposerait au personnel des bureaux de scrutin.

Les pauvres! Il est grand temps que l'Est du Canada apprenne à travailler un peu plus longtemps quand nous sommes obligés de le faire sur la côte ouest, et voilà la solution toute trouvée. Le dépouillement des bulletins de vote ne devrait pas commencer dans l'Est avant que les bureaux de scrutin de l'Ouest ne soient fermés à une heure raisonnable. Cela résoudreait facilement le problème. L'objectif serait atteint en incommodant légèrement les autres régions du pays, au lieu d'imposer à l'Ouest de se sacrifier pour les autres comme toujours. A Vancouver, fermer les bureaux de vote à 5 h 30 l'après-midi, ce serait empêcher 20 à 40 p. 100 des électeurs d'exercer leur droit de vote. Quiconque trouve cela juste n'a pas la moindre compréhension ou le moindre sentiment ou estime pour l'ouest du Canada. Ce bill doit paraît-il atténuer l'aliénation de l'Ouest. Le gouvernement ne fait rien d'autre que d'exacerber cette aliénation. Et ce n'est pas ainsi qu'il va se faire aimer dans l'Ouest. J'ai déjà assez de mal à défendre le

gouvernement national dans les conditions actuelles. Au nom du ciel, que le gouvernement retire ce bill. Il n'est pas bon. Ce n'est pas ce que nous voulons. Il n'aura pas l'effet que prétend le gouvernement. En cherchant à le faire adopter, le gouvernement ne va qu'intensifier l'aliénation de l'Ouest.

M. Ted Miller (Nanaimo-Alberni): Monsieur l'Orateur, en écoutant le discours que le premier parole-parole du parti progressiste conservateur nous a fait ce soir, j'ai pensé que nous aurions un débat assez raisonnable sur ce bill très important, mais nous pouvons toujours compter sur le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) pour rabaisser la qualité du débat. Chaque journée de l'opposition, le ministre intervient malheureusement pour ramener le débat à des questions mineures, nous empêchant d'aborder des sujets importants.

Le ministre s'est dit ennuyé d'avoir à discuter de cette question aujourd'hui car bien d'autres problèmes se posent et que celui-ci n'est pas important. Nous avons débattu de questions très importantes au cours de certaines journées de l'opposition, et c'en est une autre. Nous avons discuté du chômage, de la politique énergétique et des taux d'intérêt, mais qu'a fait le gouvernement? Il n'a absolument pas changé sa politique malgré des discussions que le ministre pourrait considérer comme motivées et logiques. J'estime que ce soir le ministre de l'Emploi et de l'Immigration a fait du tort non seulement aux partis de l'opposition, mais à son propre parti.

M. Blaikie: Et ce n'est pas facile.

M. Miller: Pourquoi abordons-nous ce sujet ce soir? Il est relié à certains des autres problèmes économiques de l'Ouest dont nous discutons depuis des années et que nous souhaitons voir réglés. Le ministre devrait savoir que les travailleurs de la Colombie-Britannique ont déjà perdu leur emploi à cause de lui. Cent quarante-huit milles personnes de la province n'ont plus de travail à cause de la politique économique du gouvernement et nous constatons ici ce soir que ce dernier veut également les priver de leur droit de vote.

La genèse de la mesure à l'étude ce soir ne manque pas d'intérêt, de même que les raisons pour lesquelles le gouvernement la présente. Le gouvernement libéral est conscient du sentiment de désaffection et de la colère qui règnent dans l'Ouest du pays. S'il réagit ainsi c'est pour amadouer la Colombie-Britannique. Le gouvernement déclare qu'il fermera les bureaux de vote dans cette province en même temps que ceux du reste du pays sans se soucier des inconvénients que cela présente pour les travailleurs de Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Yukon. C'est de la discrimination régionale et, dans une certaine mesure, de classe. Les travailleurs qui se rendent au travail de bonne heure le matin et rentrent tard chez eux ont du mal à s'acquitter de leurs obligations et de leurs responsabilités d'électeurs. C'est de la discrimination pratiquée contre une classe de la société, contre l'Ouest qui déjà est conscient d'une désaffection de la part du gouvernement fédéral.

On est irrité dans l'Ouest non pas parce qu'on vote plus tôt dans l'Est ou parce que l'Est se prononce pour un parti plutôt qu'un autre, mais à cause de l'attitude cynique des libéraux envers les électeurs. La campagne électorale de 1980 était axée sur l'Ontario et le Québec et portait sur les prix de l'énergie. Quand les résultats des élections ont été diffusés en Colombie-Britannique, sur le réseau américain de télédistribution, les